



COLOMBIE *L'impact du pétrole dans le département du Meta inquiète désormais les communautés locales. Les nouveaux forages rencontrent une résistance farouche. Reportage.*

La malédiction au pied de la Cordillère

CHRISTOPHE KOESSLER,

DE RETOUR DE COLOMBIE

«Nous sommes furieux.» Maria Diaz Ramirez ne compte plus les «malédiction» qui lui sont tombées dessus depuis que la compagnie nationale Ecopetrol a intensifié l'extraction de l'or noir près de chez elle il y a une dizaine d'années: raréfaction et pollution des eaux, émanations de gaz malodorants, désertification due en partie à la perturbation du cycle de pollinisation des insectes, augmentation probable des cancers... Elle lève les mains vers le ciel: à quelque 200 mètres de là, les torchères brûlent le gaz contenu dans les puits. «Parfois l'odeur est telle que nous devons glisser des serviettes mouillées sous les portes pour pouvoir dormir», témoigne cette piscicultrice âgée d'une quarantaine d'années.

Le département du Meta, qui abrite des plaines s'étendant jusqu'au Venezuela, est devenu depuis peu la première région pétrolière de Colombie. Ici, la plupart des riverains commencent à réaliser que l'exploitation du brut n'est pas une si bonne affaire, en dépit des emplois bien rémunérés qu'elle procure. «Les champs sont délaissés, les aliments plus rares et de moindre qualité, les prix ont flambé», énumère Maria Ramirez, qui vit plus précisément dans la municipalité d'Acacias, à côté de la station de pétrole de Chichimene. «Les impôts sur mon terrain ont aussi triplé, rendant mon négocié beaucoup moins rentable.» Quant aux alevins, cela fait longtemps qu'ils nagent dans la même eau, car celle fournie par camions par Ecopetrol serait d'une qualité douteuse: «J'ai dû acheter des équipements spéciaux pour oxygéner et filtrer les bassins sans renouveler l'eau.»

Trompés sur la marchandise

Le ras-le-bol est tel à Acacias et dans les municipalités environnantes que nombre d'habitants s'opposent désormais de front à de nouveaux forages, quitte à bloquer des routes (lire ci-dessous). Une action risquée dans un pays qui détient le record mondial du nombre d'assassinats de syndicalistes et de défenseurs des droits humains.

Si la préservation de l'eau constitue le cœur de la revendication



Eau polluée, air vicié, désertification. Les riverains des puits de pétrole paient le prix fort de l'extraction de l'or noir. Ici la station de Chichimene dans la municipalité d'Acacias, département du Meta. CKR

des villageois, la détermination de ces derniers tire sa force dans la multiplicité des impacts sociaux et environnementaux de l'activité pétrolière, explique Maria Elena Rosas Gutierrez, environnementaliste et conseillère communale: «Nous avons assisté à une rupture du tissu social. La petite ville d'Acacias a ainsi doublé sa population en quelques années, occasionnant l'effondrement des services publics de santé et d'éducation, l'Etat n'ayant pas accompagné le processus.»

Parallèlement, la criminalité, le trafic de drogue et la prostitution ont explosé, assure la militante, d'autant que la précarité des conditions de travail et un emploi fluctuant laissent de nombreux jeunes sur le carreau.

Autre source de mécontentement: l'Etat réquisitionne les terres des villageois situées au-dessus des nappes de pétrole pour les mettre à disposition d'Ecopetrol. Car si le sol est

privé, le sous-sol, lui, appartient à l'Etat national. «Nous avons été grugés», tonne Cesar Fabian Rincon.

Dans la campagne d'Acacias, ce maître d'école accueille le visiteur sur sa modeste propriété agricole familiale. S'il est aujourd'hui écœuré, il pensait dans un premier temps avoir touché le gros lot quand la firme lui a versé quelques millions de pesos lors de l'imposition d'une servitude sur 4 de ses 17 hectares. Ce que le pétrolier ne lui avait pas dit, c'est que ses impôts fonciers allaient exploser définitivement, car l'affectation du terrain a changé, réduisant rapidement à néant l'indemnisation supposée: «Je dois désormais payer 1,4 million de pesos, contre 400 000 auparavant», soupire-t-il.

Même les riches fâchés

Autre surprise: la tuyauterie des trois puits de pétrole qui ont poussé dans ses champs a

éclaté à trois reprises, laissant le liquide épais s'épancher à l'extérieur. Photos à l'appui, il montre les dégâts: «Cela leur a pris deux mois pour tout nettoyer. Enfin ce qui était apparent. Le reste s'est infiltré et on sait que ces produits provoquent des cancers. Maintenant je ne sais plus si l'eau que je bois est encore potable. Ce sont les spécialistes d'Ecopetrol qui font les tests. Puis-je les croire sur parole?» La firme doit aussi appliquer un «programme d'atténuation d'impact environnemental» Il est sommaire: une centaine d'arbres ont été plantés, mais à peine un tiers ont survécu, faute de soins.

A quelques dizaines de kilomètres de là, «Don» Gerardo Vargas ronge son frein lui aussi. Grand propriétaire terrien, l'homme possède 1000 hectares, exclusivement destinés à l'élevage, dans la commune voisine de Cubarral, même s'il a perdu le décompte de ses vaches: «800, probablement».

Lui aussi a été séduit dans un premier temps par l'arrivée des ingénieurs pétroliers. Il a d'abord signé pour une exploration sismique sur son domaine, l'hacienda Al Caravan. «Mais les explosions ont asséché trois de mes lagunes». Des étangs naturels de taille moyenne – en surplomb de la magnifique rivière Ariari – qu'il tient à faire visiter au volant de son 4X4.

Puis, il découvre qu'une partie de ses terres ont changé de nom au registre foncier, sans qu'il en soit averti. Autrement dit, sa propriété a été transférée illégalement à d'autres personnes. Mais l'éleveur use de son influence pour récupérer ses titres. C'est alors qu'Ecopetrol l'informe que les puits seront creusés à quelques dizaines de mètres de sa maison. C'en est trop. Gerardo Vargas voit rouge et parvient (on ne saura comment) à faire déguerpir les indésirables. Depuis, le riche éleveur soutient l'opposition aux nouveaux forages. I

ALGUES PÉTROLIÈRES...

Les eaux souterraines ne sont pas les seules à souffrir de l'activité pétrolière. Dans le département du Meta, les stations pétrolières ont toutes pour point commun de rejeter leurs eaux usées dans les rivières environnantes. Les villageois vivant aux abords se plaignent d'une pollution massive, autant pour les cours d'eau Guayuriba, Orotoy, que l'Acacias lui-même. Mais il ne s'agit que d'impressions subjectives, selon Ecopetrol, qui affirme que ses rejets sont parfaitement aux normes car les eaux sont traitées. Aucune étude indépendante n'est cependant disponible.

Une visite sur place suffit en effet pour récolter une série d'impressions plutôt inquiétantes. A quelques encablures de la station de Chichimene, l'eau qui en provient et se jette dans l'Acacias dégage une très forte odeur d'ammoniacale, d'œufs pourris et d'autres substances non identifiées. Le liquide trouble et très mousseux qui y pénètre devient noir à l'entrée de la rivière. On soulève les pierres. Là, le fluide est épais, visqueux et noir foncé, ressemblant étrangement à du pétrole.

On s'alarme. La direction d'Ecopetrol, elle, veut rassurer: «Nous avons mené une étude en décembre et l'eau que nous rejetons ne contamine en aucune manière le cours d'eau. L'odeur est provoquée par des rejets en souffre en quantités minimes», répond au *Courrier* Oscar Bravo Mendoza, directeur de la station de Chichimene. «Quant au matériel noir que vous avez observé, il est produit par des algues qui réagissent au fer encore présent après le processus d'épuration et aux changements du PH de l'eau», explique l'ingénieur.

Intrigué, *Le Courrier* a prélevé un échantillon et l'a remis à un laboratoire local spécialisé, Tecno Ambiental S.A.S, pour qu'il évalue la teneur de ce liquide en pétrole. Résultat: la concentration en hydrocarbures dépasse de 6,5 fois le niveau autorisé par la loi, selon le laboratoire (il est de 65,5 mg par litre alors que la législation le plafonne à 10 mg)... Reste à évaluer la quantité de tous les autres résidus chimiques polluants potentiellement contenus dans cette eau. CKR

Les communautés font reculer les derricks

La Colombie a bâti son économie sur le pétrole¹ et compte bien continuer de la sorte. Aujourd'hui, la chute des prix du brut incite même le gouvernement à intensifier la production des gisements actuels et à prospecter dans de nouvelles régions pour compenser la baisse des revenus qu'elle provoque. Mais les communautés riveraines des puits et celles dont les territoires sont convoités par l'industrie ne l'entendent pas de cette oreille.

Dans les environs de Villavicencio, capitale du Meta, l'opposition à l'extraction du précieux liquide croît exponentiellement depuis 2011. Et elle a déjà plusieurs succès à son actif: les communautés locales ont réussi à fai-

re annuler certains projets et à en bloquer d'autres.

Le détonateur de la mobilisation s'est déclenché lorsque l'entreprise nationale Ecopetrol, en partenariat avec la multinationale canadienne Talisman Energy (rachetée depuis par l'espagnole Repsol), a commencé à forer au pied même de la Cordillère des Andes orientales, près du village touristique d'Humadea: «C'est précisément là que s'alimentent nos aquifères et de là que sortent nos rivières», explique Maria Elena Rosas Gutierrez, l'une des chevilles ouvrières de la contestation, qui craint une contamination définitive des eaux.

L'instabilité de cette zone de montagne est aussi propice aux catas-

trophes, et quand Ecopetrol a débuté l'exploration du sous-sol, ce qui devait arriver arriva: «Les explosions souterraines ont provoqué de nombreux éboulements qui ont emporté des maisons et endommagé les aqueducs d'eau. La municipalité voisine d'Acacias s'est déclarée en état de catastrophe.»

C'est à ce moment que les riverains ont répliqué: «Nous avons organisé des manifestations, bloqué des routes et utilisé tous les moyens institutionnels à disposition: pétitions, plaintes, consultations populaires et une audience publique», raconte Maria Elena Gutierrez. Victoire: les autorités décident qu'une exploration ne pourra

avoir lieu au-dessus d'une altitude de 575 mètres. Et le nombre de puits prévus en plaine a aussi été réduit de plus de moitié.

Dans la commune voisine d'El Dorado, comme dans d'autres municipalités proches, cette histoire inspire les habitants. Là, quand Ecopetrol et l'Agence nationale de licences environnementales (ANLA), qui lui octroie généreusement des permis, arrivent, les villageois bloquent le passage en obstruant le pont, occupant parfois les lieux une semaine durant. «Leurs explorations ont déjà fait disparaître un ruisseau à El Dorado. Nous sommes maintenant déterminés à empêcher tout forage», explique Patricia Pardo

Barrera, seule élue locale à oser s'opposer à l'Etat national dans cette région historiquement infestée par les paramilitaires.

«Quand Ecopetrol nous rendait visite c'était pour raconter des salades, distribuer des t-shirts, des chaussures et des gadgets à la population en échange de signatures utilisées ensuite pour justifier l'extraction du brut. C'est fini maintenant», se réjouit-elle. La partie n'est pas gagnée pour autant, mais la licence environnementale ne peut être délivrée par l'ANLA puisque celle-ci est empêchée de se rendre sur place... CKR

¹ La Colombie extrait de ses sous-sols l'équivalent d'environ 30% de la production vénézuélienne.